



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

New Letter Europe N° 85 du 1 Septembre 2026

Les principaux dossiers de la rentrée Européenne : l'Ukraine, le budget, le climat

L'Union européenne entame une **rentrée 2026**, marquée par des enjeux diplomatiques, économiques et politiques majeurs. D'ici décembre, les Vingt-Sept devront progresser sur des dossiers clés : guerre en Ukraine, défense, relations avec les États-Unis, migrations, compétitivité, climat, budget commun et élargissement. L'Irlande, à la tête du Conseil de l'UE jusqu'à fin décembre, devra orchestrer ces décisions dans un contexte politique fragmenté, alors que plusieurs élections nationales pourraient influencer les équilibres européens.

Le 16 septembre, Ursula von der Leyen ouvrira la séquence avec **son discours sur l'état de l'Union** pour fixer les priorités de la Commission. Les thèmes attendus incluent l'Ukraine, la défense, la compétitivité, les migrations, le budget 2028-2034, l'élargissement et la régulation des réseaux sociaux. Sur l'Ukraine, l'UE cherche une issue diplomatique qui ne l'écarte pas des négociations. En matière de défense, le programme SAFE (150 milliards d'euros) entre en phase opérationnelle, avec des achats prioritaires de missiles, munitions et systèmes anti drones. Mme Ursula von der Leyen se rendra au Groenland début septembre pour signer une déclaration commune UE-Groenland. Au Moyen-Orient, les tensions avec l'Iran et la sécurité du détroit d'Ormuz continuent d'affecter l'énergie européenne.

Le budget européen 2028 -2034 constitue un dossier explosif. Les pays « frugaux » tels l'Allemagne, l'Autriche, la Suède, le Danemark, la Finlande et les Pays Bas jugent excessif le montant proposé de **2 000 milliards d'euros**. Le Président du Conseil António Costa mène une tournée pour trouver un compromis. Sur le climat, l'UE doit tenir son objectif de **-90 %** d'émissions de CO2 en 2040. Un paquet sur l'Union de l'énergie est attendu, ainsi que des textes sur l'économie circulaire, l'adaptation climatique et les océans. Enfin, plusieurs élections nationales testeront les gouvernements européens en Estonie, Allemagne, Suède, France (sénatoriales), Lettonie et Bulgarie.

Source : *Toute l'Europe du 31 août 2026*



Le Parlement européen donne son feu vert à l'euro numérique !

L'euro numérique entre dans la dernière phase des négociations de l'UE. Le Parlement européen a entériné jeudi 9 juillet 2026 à Strasbourg sa position de négociation sur l'euro numérique. Les eurodéputés sont désormais prêts à entamer des discussions avec les gouvernements des États membres sur la manière dont fonctionnera l'euro numérique. L'euro numérique serait une forme électronique de monnaie de banque centrale, émise et garantie par la Banque centrale européenne (BCE). Il a vocation à compléter les espèces et les services bancaires existants, et non à s'y substituer.

Les consommateurs pourraient détenir des euros numériques dans un portefeuille dédié, avec un plafond de détention qui reste à déterminer. Le dispositif permettrait les paiements en ligne et hors ligne et vise à offrir un haut niveau de protection de la vie privée, la BCE ne pouvant pas identifier directement les utilisateurs à partir de leurs données de paiement. La BCE fournirait l'infrastructure de base, tandis que les banques commerciales et les prestataires de services de paiement proposeraient les services en euro numérique aux clients.

La question la plus délicate sera de s'accorder sur le « modèle de rémunération ». Il s'agit de décider quelles institutions financières doivent être rémunérées, à quelle hauteur et selon quelles modalités pour la fourniture des services en euro numérique. Les commerçants devraient payer des commissions plus faibles que celles qu'ils acquittent actuellement pour les transactions par carte. Les négociations les plus intenses sont attendues cet automne, pour une approbation définitive espérée d'ici la fin de l'année. L'euro numérique devrait être disponible pour les paiements de détail à partir de **2029**, après un programme pilote qui doit débuter en **2027**.

Source : Euronews du 9 juillet 2026



Compétitivité de l'Union européenne

A l'approche de son discours sur l'état de l'Union du 16 septembre 2026, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a présenté aux dirigeants du Medef les grandes priorités de la Commission, centrées sur le renforcement de la compétitivité de l'Union. Elle a réaffirmé l'objectif de simplification réglementaire, en visant une réduction de 25 % des charges administratives pour l'ensemble des entreprises et de 35 % pour les PME d'ici 2029.

Après les premiers paquets « *Omnibus* », qui auraient déjà permis 6 milliards d'euros d'économies, la Commission prévoit un réexamen de l'ensemble de la législation européenne afin de supprimer les doublons, alléger les obligations de reporting, accélérer les procédures d'autorisation et concevoir des règles plus simples dès leur élaboration. Elle a également appelé les États membres à éviter la « surtransposition » des règles européennes (« gold-plating »).

La présidente a par ailleurs insisté sur la nécessité de garantir une concurrence équitable vis-à-vis des acteurs étrangers, en particulier de la **Chine**. Elle a dénoncé les importantes subventions publiques accordées aux entreprises chinoises et rappelé les fortes dépendances européennes à l'égard de la Chine pour certaines matières premières critiques et terres rares. Selon elle, lorsque le dialogue ne suffit pas, l'Union doit être prête à utiliser pleinement ses instruments de défense commerciale.

Les dirigeants européens examineront en octobre une stratégie commune et de nouveaux outils, dont un possible instrument de « **solidarité** ». Enfin, Ursula von der Leyen a souligné d'autres priorités pour renforcer la compétitivité européenne : la réussite de **l'Union de l'épargne et de l'investissement** pour mobiliser davantage de capitaux, l'approfondissement du marché unique et la modernisation de la politique de concurrence. La Commission mène notamment une révision approfondie des règles sur les fusions afin de mieux prendre en compte l'investissement, l'innovation, la résilience et la concurrence mondiale, et de favoriser l'émergence de champions européens.

Source : *Le Mouvement Européen France* du 30 août 2026



**Mouvement
Européen
France**